

المملكة المغربية

ROYAUME DU MAROC



Ministère de l'Economie et des Finances

**Direction des Etudes et des
Prévisions financières**



وزارة الاقتصاد والمالية

مديرية الدراسات والتوقعات المالية

PRINCIPALES MESURES FISCALES PAR OBJECTIF (2001-2013)

avril 2013

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	2
1. SIMPLIFICATION, MODERNISATION ET HARMONISATION DU SYSTEME FISCAL	2
2. (/S*,66(0(17'(/S SSIETTE ET RENFORCEMENT DU RENDEMENT DE LA FISCALITE	13
3. TRANSPARENCE ET EQUITE DU SYSTEME FISCAL	16
4. PROMOTION DES SECTEURS.....	19
4.1. SECTEUR IMMOBILIER	19
4.2. SECTEUR AGRICOLE.....	19
4.3. SECTEUR TOURISTIQUE	20
4.4. SECTEUR FINANCIER	20
4.5. SECTEUR DU TRANSPORT	21
4.6. SECTEUR MINIER ET ENERGETIQUE.....	22
4.7. SECTEUR DE LA PECHE MARITIME	23
4.8. SECTEUR DE L'INFORMATION	23
4.9. SECTEUR CINEMATOGRAPHIQUE	23
5. ,1&,7\$,218BS* 1((78)19(67,66(MENT	23
6. SOUTIEN A LA CONSOMMATION	28
7. MESURES A CARACTERE SOCIAL	31

Introduction

Les objectifs des différentes mesures prises dans les Lois de Finances de 2001 à 2013 ont été répertoriées selon 8 objectifs de politique fiscale.

1. Simplification, modernisation et Harmonisation du Système Fiscal

- x Une seule déclaration IS-TVA ou IGR-79 en 12 mois. (2001)
- x Simplification des impôts avec intégration à droit constant de la TPI et de la TPCVM (2001)
- x Restitution de la TVA au profit des organismes étrangers accrédités au Maroc et de leurs membres. (2001)
- x Suppression du paiement de 25% au titre de la PSN sur les revenus professionnels (2001)
- x Harmonisation des dispositions liées aux majorations de retard entre le code de recouvrement et les codes fiscaux. (2001)
- x Le recensement des immeubles bâtis et des constructions de toute nature sera effectué SDUMHVGILPPHKOHVRFSSpVSDUOHUHGHDEOHjWVHGDELMMRQSULQFLSDOHRXHFRRQGI sera majorée de 2% tous les cinq ans au lieu de 2% annuellement. (2002)
- x Réduction du taux de TVA de 20% à 7% pour les produits et matières entrant dans la fabrication des emballages non récupérables des produits pharmaceutiques achetés à OIQPULHXRKPSRUPWODOLQHPHQVHMIDPQRQWVFHKKQDDOHVCHQDMHj pOLPLQHUOIHVHEMLUGDQVOIQGXVLSKUPDF(2002)
- x 6% SUHVVLRRQGKURLVHDUDQMHDSOLFDEOHDKMDHVGHSSODMQHGRUHVWVUHQQWW DKKHQMRRQGHVGRURLWGIIVVDLdirhams OIFMUDPPHSRKOHSODMQHHRUDLQVL TJK dirhams OIFMUDPPHGDVUHQW(2002)
- x Suppression de la TIC sur :
 - f les chapes en caoutchouc, bandages, chambres à air et pneumatiques.
 - f certains produits pétroliers qui ne sont pas utilisés comme carburants. (2002)
- x Obligation faite aux entreprises minières, personnes physiques ou morales, soumises à OIGR, et ce, à l'instar de l'IS de constituer un fonds social alimenté dans une proportion inférieure ou égale à 20% de la provision pour reconstitution des gisements. (2003)
- x Réaménagement du taux de majoration pour défaut de déclaration et déclaration tardive RKQVNLVDQWGXKIIUHGIIDLUHV LQIUDFMRQGDVVLHW&HVVLMMRQVVRQWpVRUPDI SDVVLEOHVGGHPDMRUDMRQGHGHODMHP&PHDLH&HHWjOIQV DUGHFH qui a été introduit HQPDMQUHG%HW%&HMGHPDMRUDMRQSHWVSRUPV comme dans le passé, à 100% quand la mauvaise foi du contribuable est établie. (2003)

- x %DLVVHG...HPDMRUD...RQGHVGURL...QUHLV...HHPHQ...HjHQFDVGH
f défaut de dépôt entre IHV PDLQV GXUHFHMM GH O...QUHLV...HHPHQ...HV DFMV RX
 GpFODUD...RQVREOLD...LUHPHQ...VVMH...WjO...PSW
f défaut de déclaration des droits de timbre par les contribuables qui sont en compte
 avec le Trésor.
f non-réalisation des opérations de lotissement ou de construction dans le délai
 maximum de sept ans.
f non-remise par une société de crédit-bail aux preneurs concernés des biens immeubles
 acquis ou construits dans les délais requis par la loi. (2003)

Parallèlement, le taux de majoration réduit de 2% prévu en cas de paiement spontané des
droits par le contribuable est abrogé. (2003)

- x)L...RQ GH OD PDMRUD...RQ D...H GHV LQV...LVDQFHV GH SUL...R...RQ FRQV...
 GDQVOHVDF...VpVjO...U...FOHG...R...GH...H...QUHLV...HHPHQ...
 montant des droits dus. (2003)
- x Alignement de la pénalité et des majorations de retard au titre du non-paiement de la taxe
de licence à percevoir sur les établissements de consommation de certaines boissons sur
celles prévues en matière de patente, de taxe urbaine et de taxe d'édilité. (2003)
- x Changement de la mention "mois" par "30 jours" pour ce qui est des délais de
souscription et de déclaration relatifs à l'IGR, l'IS, la TVA et les droits d'enregistrement.
Cette mesure intervient dans le cadre de la préparation du Code général des impôts.
(2003)
- x &DSDFL...SRK...O...GPLQLV...RQILVFD...HGHFRQ...WUD...HGH...O...\$O,6OD79\$...HV
droits d'enregistrement les décisions de la commission nationale de recours fiscal, qu'elles
portent sur des questions de GURL...R...GHIDL...UHFR...V...M...LFLDLUHGH...O...GPLQLV...RQ
fiscale contre les décisions de ladite commission ne pouvait porter avant que sur les
questions de droit alors que le contribuable pouvait contester aussi bien les questions de
droit que de fait. (2003)
- x Réduction de 4% à 3% du taux appliqué sur le prix de revient des terrains, constructions,
agencements, matériels et outillages pour la détermination de la valeur locative minimale
servant de base de calcul à la patente et à la taxe urbaine. (2003)
- x Recouvrement de la TVA par la Direction Générale des Impôts au lieu de la Trésorerie
Générale du Royaume (TGR). A titre transitoire, les redevables continueront à déposer
leur déclaration et à verser la TVA due auprès des perceptions relevant de la TGR à
O...clusion des redevables visés par arrêté du ministre des finances qui doivent déposer
leur déclaration et verser la taxe auprès de la Direction Générale des Impôts. (2004)
- x La vérification au titre de la TVA, IGR et IS ne peut dépasser 6 mois pour les firmes dont
le chiffre d'affaires déclaré au compte des produits et charges au titre des exercices
assujettis au contrôle est inférieur ou égal à 50 millions de dirhams hors taxe. Cette
vérification ne peut durer plus de 12 mois pour les entreprises qui dépassent ce chiffre
G...IIDLU... (2004)
- x Déductibilité D...LMD...X...HM...Q...PSRVDEOHD...HGH...O...\$...GHV...LQ...V...W...HOHV...SU...r...W...
accordés SDUOHV...°...MHVVRFLDOHVGHV...VHF...M...VSKOL... (2003) LY
- x ~~DLRL...DLIRLRLRLR~~
~~RLV...EDL...E...R...L...DLIL...SDV~~
ou autre. (2004) -de-SRU...W...Q...GHPQL...VGHGpSDUW

- VLPSOHLQGLEVLRQjOjQVUDUGHVGURLW constitution, à titre onéreux sur le passif affectant OHV DSSRUWHQVRFLpPRNQRUSHPHQWjQVURpFRQRPI(2005)
- x 6SSUHVVLQRQGHORQpUDMRQGHVpKFØHV SURSULppVGHV°MHV SULpHV GpVVVLVDQFH de bienfaisance. (2005)
- x Refonte de la taxe notariale dans le sens de son harmonisation avec les droits GpIQUHLVWHPHQW VLPSOLILFDMRQGHODVVMHGHVpKIQUpGKVDQVHQRPEUHj deux (0,25% et 0,50%) et des modalités de sa liquidation. (2005)
- x (RQpUDMRQH§SUHVHVG&RPDLQHSULpGHQpM)èvement de tous les droits et frais de conservation foncière. (2005)
- x /pODERUDMRQGXOLMHGHV SURFpGØHV ILVFDQHV FRQVMMQH SUHPLqUH pDSDHGDQV conception du Code Général des Impôts. Elle vise le regroupement, dans un seul texte ILVFDQGHORpIqVHPEOHGHV GLVSRVLMRQV UHODMMV DpSURFpGØHV ILVFDQHV actuelOHPPHQWQV OHV MMV GH ORLV UHODMMV j Oj6 j Oj5 j OD 79SHVpGURLW GpIQUHLVWHPHQWQ RMH OH /LVH GHV SURFpGØHV ILVFDQHV D DSSRUVGH QRMOOHV GLVSRVLMRQV pVDQVpPpOLRUDMRQGHV UqDHV GH SURFpGØHV DFMOOHV HWH PHL efficDFLpGGLVSRVLMHQ LMM &HVVH FDV QRpPPHQWGHORpQVMMRQGXHFRRV judiciaire suite aux décisions définitives de la Commission Locale de Taxation. (2005)
- x (ODERUDMRQGGØLVHGpVVVLHMMHGHUHFRMHPHQWpSUqVOjODERUDMRQHQØLV SURFpGØHVILVFDQHV/HOLVHGpVVVLHMMHGHUHFRMHPHQWpRQVLMVHQ
- f la reprise intégrale, à droit constant, des dispositions prévues dans les textes fiscaux en MMUHODMMVjOj6Oj5OD79SHVpGURLW GpIQUHLVWHPHQW
 - f le regroupement de l'ensemble des dispositions fiscales relatives à l'assiette et au recouvrement prévues par les textes particuliers,
 - f l'actualisation et l'harmonisation de certaines dispositions fiscales avec la législation et la réglementation en vigueur,
 - f l'introduction de nouvelles dispositions visant la simplification et la modernisation du système fiscal et l'élargissement de l'assiette. (2006)
- x Taxation GHVRSpUDMRQVILQDQFLqUHVjOD79SDMMHjOjIFOXLRQGHVSURpWHW avances consentis aux CoOOHFMMpW/RFDQHVSDUOH)RQGVGpIKSHPHQWpRPPQDO/HV opérations financières étaient soit exonérées sans droit à déduction, soit taxées au taux de 7%. (2006)
- x Exclusion GHVVRFpWFRQFHVVLRQQDLUHVGHVHUEFHSEKOLFGHOjRQpUDMRQWLHQQ cRMMVDMRQPLQLPDOHDMMVHGHQjGDQVODPHVpHRØDVRFLpPRQRUDQLVPHFRQFpGDQV a déjà bénéficié de ladite exonération lors de sa constitution et que la société FRQFHVVLRQQDLUHQHIDLWMSRNVKMHORpIHFVLFHGHODP(2006)MMpW
- x Exigibilité GHODFRMMVDMRQPLQLPDOHDXMMHGHQj5FRUUHVSRQGDQVWGpSULpGH FHVVLRQGHVELHQVLPRELOLHUVpPHHQØpEVH(2006)GHSURILW
- x Limitation GHORpIQRQpUDMRQWLHQQDOHGHODFRMMVDMRQPLQLPDOHUHODMMjOj5jQHVHØ fois au titre de la même activité pour les contribuables exerçant une activité professionnelle sous le régime du résultat net réel ou du résultat net simplifié. (2006)
- x ,QVMMRQDMMVHGHQj5HVHØj5GQUpLPHQLTNGpDEDMMPHQWNOHVSOX -values en cas de cession ou de retrait d'éléments corporels ou incorporels de l'actif immobilisé et GHVMMVHGHSDUMFLSDMRQLQGpSHQGDPPHQWpDLMMOHHVVRLLHQVpRQVMMpVVRKpDOL HQFRMMVRKIQILQGpISORLMMRQ/HVDEDMMPHQWVRQVWH SRMØHVELHQV GpMQX

- f Passage des taux proportionnels de 0,5%, de 1%, de 2,5% et de 5% à respectivement 1%, 1,5%, 3% et 6%.
- f 6SSUHVVLQRQGHODHFRQRODQWVGURLWGHFHQUHLVWHPHQWRQWpQpILFLHODFTKVLMRQ des terrains, les actes de constitution des sociétés relevant des centres de gestion de comptabilité agréés, le passif affectant les apports dans les cas de constitution ou GPHQDMMRQGHFDSIDOGHVVRFLpWGHQMVWVHPHQWGHVVRFLpWRKGLQJHV opérations de la Caisse Marocaine des Marchés et les actes de cession ou délégation de créances au profit de ladite Caisse. (2008)
- x Suppression GHODGpGKMELOLNDXWHGHOSHW%GHVtatons aux provisions non FRKDQWVHGHODHFRQpUDMRQGHVWSDWGHFHVVLQRQGHOpPHQWG(2008)
- x Institution DXWHGHOSHWGHV GURLWGHFHQUHLVWHPHQWRQW GpODLGHGpFODUDMRQGHV profits immobiliers de 30 jours au lieu de 60 jours. (2008)
- x Harmonisation DXWHGHOSHWOSHW%GMDLMPHQWVFDQGHVGLYGHQGHVGLVWLEXV SDUOHVHQWHSULVHV LQVDOOpHVGDQVOHV RQHV IUDQFKVGHFSRUDMRQDMFON entreprises. (2008)
- x Réduction GHODTKWVGXGURLWGHPSRUDMRQPDLPDQ applicable aux produits industriels de 45% à 40%. (2008)
- x 6SSUHVVLQRQGHODHFRQMUHQMRQGHVHUMFHVGHOD'GDQVOHFLUFKWHUHFRKHPHQWCHC taxe judiciaire que les secrétaires greffiers des tribunaux sont chargés de recouvrer. (2008)
- x Arrondissement GHVDEGHODDHVXOHVFRQWWDWGpVVDQDFHVGHHWX dixième supérieur. (2008)
- x Relèvement GXHKOGHFRQpUDMRQGHVSURILWGHFHVVLQRQGHMOHNVPRELOLqUHVHDM titres de capital et de créance, réalisées au cours d'une année civile de 24.000 à 28.000 dirhams. (2009)
- x 5pGKMRQDXWHGHOSHWGQRPEUHGHV VHKOVGHFKIUHGDIIDLUVSRKORSMRQDX régimes du résultat net simplifié et du forfait à deux limites seulement par régime GpPSRVLMRQDOLHXHWRLVGLUK amms et 500.000 dirhams pour le régime du résultat net simplifié et 1.000.000 et 250.000 dirhams pour le régime du forfait). (2009)
- x 5HOqMPHQWGXHKOGpVVMHWWVHPHQWOD79SRKOHVSHWIDEULFDQWQWGHVSHW prestataires de services de 180.000 à 500.000 dirhams. (2009)
- x Taxation à la TVA au taux de 10% au lieu de 7% des tourteaux servant à la fabrication des aliments de bétail et de bassecour et du péage sur les autoroutes. (2009)
- x Exclusion du bénéfice du remboursement au titre de la TVA des entreprises exportatrices de métaux de récupération. (2009)
- x Suppression des abattements appliqués sur les plus-values de cession d'éléments incorporels et corporels de l'actif immobilisé. (2009)
- x Soumission des entreprises exportatrices de métaux de récupération au taux normal en PDMqUHGHpPSVMOHVVRFLpWHDMDUqPHHQPDMqUHGHpPSVMOHUHM(2009)
- x Télé déclaration et télépaiement obligatoires en 2010 pour les sociétés dont le chiffre GDIIDLUVHVWSpULHXjPLOORQVGHGLUKPVDWQ pour celles dont le chiffre GDIIDLUVHVWSpULHXjPLOORQVGHGL(2009)

- pétrole ou de minéraux bitumineux de plus de 70% à 2,28 dirhams le kilogramme et
 OIRQpUDMRQGHFHOOHVTKRQMMQHMLQIpULHM(2011)
- x Possibilité GDFFRPSOLVVHPHQWGH OD IRUPDOLVGH OIQUHLVWHPHQWGHV DFMV I conventions en ligne. (2011)
 - x Institution GQVLDMPHQWUpIpUHQMHOHQIDMKGHVHQWHSULVHVFDPRULVpHVHMKVRQ en situation fiscale régulière consistant en des facilités dans le traitement de leurs dossiers jOIQVMDUGHVDMHVDGPLQLVMDMRQVMOOHV(2010),
 - x Mise en place dSHFKUMGHVFRQWLENEOHVGDQVOHEHWHUHQRUFHUOHVDUDQMHVGH FRQWLENEOHVORUVGFRQWQH(2011)DO
 - x les contribuables imposés aux taux libératoires sont dispensé du dépôt de la déclaration du revenu global. (2012)
 - x Institution GHOREDDMRQSRMHOHVHQWHSULVHVVRKLVHVjO%RJO%VHORQOHVUpLPHV du résultat net réel ou simplifié, déclarant un résultat nul ou déficitaire, de produire un pDSUpFLVDQORULLQHGHFHVUp(2012)W
 - x Reconduction avec amélioration de la dispRVLMRQFRQFHUQDQWDPSSRUWSDWLPRLQH SURIHVVLRRQHQOGHSHSHUVRRQHSKLTNjQHVRFLpWRKLV(2012)6
 - x Possibilité DQRMLUHVGHIQUHLVWHUOIFSpGLMRQDOLHGHOD(2012)W
 - x Harmonisation de la rédaction des dispositions concernant la procédure judiciaire suite au contrôle fiscal. (2012)
 - x Octroi jODGPLQLVMDMRQGHODSRVVLELOLpVGHFRQWMMUHQMXXFH OHV GpFLVLRQV rendues par les commissions locales de taxation. (2012)
 - x Relèvement GHjGMSDEDMPHQWSSOLFDEOHDSULGHFHVVLRQHQFDVGH DDMRQGRILFHHQPDWjUHGH SURILWLPRE(2012)UV
 - x Baisse GHjGMSOLFDEOHDSULGHFHVVLRQHQFDVGHDDMRQGRILFHHQ matière de profits de capitaux mobiliers. (2012)
 - x Exonération de tous impôts et taxes des biens meubles et immeubles nécessaires à ODFMVGHVSDUWSROLM(2012)
 - x La condition de délai de 8 ans est étendue aux contrats individuels ou collectifs GDDVNDQFH UHWDLWHVWRQWGDVVNDQFH VM OD MHRKH FDSLMDOLVDMRQFRQFOX avant 2009, au lieu du délai de 10 ans. (2012)
 - x Application du taux de 20% de manière non libératoire au titre des émoluments et salaires bruts versés aux salariés qui travaillent pour le compte des sociétés ayant le statut « Casablanca Finance City ». (2013)
 - x ORGLILFDMRQGHV GLVSRVLRQV UHODMMV j OIQIUDFMRQ DREOLDMRQV GH GpFODUD PDWjUHGHVUpPQpUDMRQVMUVpHVjGHVWHUVSDUODPSSOLFDMRQGGHPDMRUDMRQGH au lieu de 25%, sur le montant des rémunérations versées ou sur les montants correspondant aux renseignements incomplets ou aux montants insuffisants. (2013)
 - x 5pGMRQGHODSpULRGHGFRFFSDMRQGLPPHKOHRSDUMHGIPPHKOHGH DQVj DQV SUpM SRM OH EpQpILFH GH OIRQpUDMRQGH O%SURILWIRQFLHUV DMMH GH ORELDMRQSULQFL(2013)
 - x Abrogation des dispositions relatives au mode de recouvrement des droits de timbre. 'pVRUPDLVFHUHFRMHPHQWVVDVVVpVRLSDUODPSSRVLRQGHMPEUHVPRELOHVVRLVW

- x ~~SSOLFDRQGHS~~ ~~QDOLVGHSRMSDLPHQWU~~ ~~GLIGHODSDM~~ ~~QMHVHODM~~ ~~HEDLQH~~
en plus des majorations de 5% et 0,5% susvisées. En revanche, pour la taxe urbaine, la
~~SpQDOLVHVPDMRUDMRQVGHUHDUGQHVPSSOLT~~ ~~MQSDVORUVT~~ ~~HOHPRQDQ~~ ~~WHODF~~
de la quote-SDU ~~WHVGURLWLN~~ ~~QDQ~~ ~~HOHQ~~ ~~Fq~~ ~~GHSDVGLUR~~ ~~QPV~~ (2003)
- x Augmentation de la TIC sur le pétrole lampant à ~~GLUR~~ ~~QPV~~ ~~Q~~ ~~W~~ ~~HSR~~ ~~PH~~ ~~WHILQj~~
son détournement. (2004)
- x Modification apportée au Code des Douanes et Impôts Indirects ~~DXLMDXGHODUMFOH~~
~~,QV~~ ~~MRQ~~ ~~G~~ ~~GURL~~ ~~WHV~~ ~~DH~~ ~~Q~~ ~~W~~ ~~GH~~ ~~OD~~ ~~GPLQLV~~ ~~W~~ ~~MRQ~~ ~~GH~~ ~~SURFp~~ ~~GHUj~~ ~~OD~~ ~~SHUT~~ ~~KVLMRQ~~ ~~HW~~
aux visites des locaux à usage professionnel dans le cadre de leurs investigations. (2005)
- x Assujettissement à la TVA au taux de 20% avec droit à déduction des exploitants
~~G~~ ~~DEOLVVHPHQW~~ ~~GHEDLQVPR~~ ~~(2005)~~ ~~HV~~
- x Assujettissement des bougies de décoration et des paraffines servant dans leur fabrication
à la TVA au taux de 20%. Toutefois, les bougies ordinaires, utilisées particulièrement
dans le milieu rural, demeurent exonérées. (2005)
- x Taxation du sel de cuisine à la TVA au taux de 10% avec droit à déduction. (2005)
- x ~~SRRLVVLQRjOD79~~ ~~DMGHDMFGURLWp~~ ~~GMRQGHOKO~~ ~~HGR~~ ~~OLMIDEULT~~ ~~XH~~
~~LQG~~ ~~WL~~ ~~HOHPHQW~~ ~~GDQV~~ ~~Q~~ ~~EX~~ ~~UPRQLVDMRQ~~ ~~GH~~ ~~OD~~ ~~DMRQ~~ ~~GHV~~ ~~KOHV~~ ~~IDEULT~~ ~~XHV~~
industriellement. (2005)
- x Assujettissement à la TVA au taux de 7% avec droit à déduction des prestations
~~G~~ ~~DDVLDLQLVVHPHQW~~ ~~RRKQLHV~~ ~~D~~ ~~DERQQpV~~ ~~j~~ ~~O~~ ~~Q~~ ~~V~~ ~~D~~ ~~U~~ ~~GH~~ ~~O~~ ~~H~~ ~~D~~ ~~X~~ ~~O~~ ~~L~~ ~~V~~ ~~p~~ ~~H~~ ~~D~~ ~~U~~ ~~p~~ ~~V~~ ~~H~~ ~~D~~ ~~X~~ ~~GH~~
distribution publique. (2005)
- x Assujettissement à la TVA aux taux de 20% des engins et équipements de lutte contre
~~O~~ ~~Q~~ ~~F~~ ~~H~~ ~~Q~~ ~~GL~~ ~~H~~ ~~D~~ ~~F~~ ~~T~~ ~~K~~ ~~V~~ ~~S~~ ~~D~~ ~~U~~ ~~O~~ ~~Q~~ ~~V~~ ~~S~~ ~~H~~ ~~F~~ ~~MRQ~~ ~~GH~~ ~~OD~~ ~~SUR~~ ~~(2005)~~
- x ~~SSOLFDRQjO~~ ~~QFRQWHHODRFLp~~ ~~WRPLHjO~~ ~~SYHQHUHHR~~ ~~SUHDDLUHHHUYLFH~~
~~YpULILpH~~ ~~HD~~ ~~DPHQHH~~ ~~PRQDQH~~ ~~OD~~ ~~WD~~ ~~Q~~ ~~D~~ ~~F~~ ~~WR~~ ~~QR~~ ~~Q~~ ~~D~~ ~~H~~ ~~PR~~ ~~Q~~ ~~D~~ ~~Q~~ ~~V~~ ~~H~~ ~~J~~ ~~D~~ ~~O~~ ~~R~~ ~~X~~
supérieur à 20.000 dirhams indépendamment des autres sanctions fiscales. (2005)
- x ~~6RPLVLRQjO~~ ~~SHWOD79~~ ~~HFRRS~~ ~~pUDWYH~~ ~~W~~ ~~L~~ ~~U~~ ~~p~~ ~~D~~ ~~O~~ ~~L~~ ~~H~~ ~~Q~~ ~~D~~ ~~F~~ ~~L~~ ~~I~~ ~~I~~ ~~U~~ ~~H~~ ~~D~~ ~~I~~ ~~D~~ ~~L~~ ~~U~~ ~~H~~ ~~p~~ ~~J~~ ~~D~~ ~~O~~ ~~R~~ ~~X~~
supérieur à 5.000.000 de dirhams et qui exercent des activités commerciales et
industrielles. (2005)
- x Possibilité pour les camionneurs qui ne disposent pas de quittance afférente au paiement
~~GHODM~~ ~~HjO~~ ~~H~~ ~~V~~ ~~V~~ ~~L~~ ~~H~~ ~~GH~~ ~~OD~~ ~~Q~~ ~~Q~~ ~~p~~ ~~H~~ ~~D~~ ~~Q~~ ~~V~~ ~~L~~ ~~H~~ ~~H~~ ~~GH~~ ~~SURFp~~ ~~GHU~~ ~~G~~ ~~D~~ ~~Q~~ ~~W~~ ~~H~~ ~~U~~ ~~F~~ ~~L~~ ~~F~~ ~~H~~ ~~E~~ ~~p~~ ~~D~~ ~~L~~ ~~U~~ ~~H~~
~~DXDLPHHQW~~ ~~WHODGL~~ ~~W~~ ~~H~~ ~~D~~ ~~M~~ ~~U~~ ~~L~~ ~~I~~ ~~H~~ ~~L~~ ~~L~~ ~~E~~ ~~O~~ ~~H~~ ~~P~~ ~~D~~ ~~M~~ ~~R~~ ~~U~~ ~~p~~ ~~GH~~ ~~H~~ ~~Q~~ ~~M~~ ~~G~~ ~~I~~ ~~Q~~ ~~W~~ ~~H~~ ~~U~~ ~~O~~ ~~H~~ ~~V~~ ~~H~~ ~~F~~ ~~M~~
organisé. (2005)
- x Imposition à 1% ~~GHVEpQpILFHVUpDOLVpVSDUOD~~ ~~&DLVVHG~~ ~~(SDUQHIDMRQDOHHV~~ ~~pFODUp~~
Barid Al-OD ~~KLE~~ ~~W~~ ~~W~~ ~~Q~~ ~~P~~ ~~D~~ ~~L~~ ~~Q~~ ~~W~~ ~~Q~~ ~~D~~ ~~Q~~ ~~W~~ ~~H~~ ~~R~~ ~~Q~~ ~~p~~ ~~U~~ ~~D~~ ~~MRQ~~ ~~GHV~~ ~~L~~ ~~Q~~ ~~p~~ ~~U~~ ~~r~~ ~~W~~ ~~SURG~~ ~~K~~ ~~W~~ ~~S~~ ~~D~~ ~~O~~ ~~H~~ ~~V~~ ~~G~~ ~~p~~ ~~S~~ ~~W~~
effectués par les personnes physiques auprès de ladite caisse. (2006)
- x Augmentation, de 100 à 200 dirhams, du droit de timbre supplémentaire sur les permis de
~~FRVVH~~ ~~/~~ ~~DRHQ~~ ~~MRQEpQpILFLHUDjOD~~ ~~p~~ ~~G~~ ~~p~~ ~~U~~ ~~D~~ ~~MRQ~~ ~~5RDOH~~ ~~0DURFDLQHG~~ ~~(2006)~~ ~~VVH~~
- x ~~PHQDWRQHj~~ ~~LUDP~~ ~~W~~ ~~J~~ ~~R~~ ~~L~~ ~~H~~ ~~W~~ ~~PEUH~~ ~~H~~ ~~W~~ ~~Q~~ ~~p~~ ~~j~~ ~~O~~ ~~DEOLVHPHQW~~ ~~OD~~
~~G~~ ~~SOLFDRQ~~ ~~H~~ ~~V~~ ~~X~~ ~~H~~ ~~Q~~ ~~R~~ ~~M~~ ~~O~~ ~~O~~ ~~H~~ ~~P~~ ~~H~~ ~~Q~~ ~~W~~ ~~H~~ ~~O~~ ~~D~~ ~~F~~ ~~D~~ ~~U~~ ~~M~~ ~~G~~ ~~I~~ ~~GH~~ ~~Q~~ ~~W~~ ~~Q~~ ~~D~~ ~~MRQDOHHV~~ ~~H~~ ~~j~~ ~~GLUR~~ ~~Q~~ ~~P~~ ~~V~~
pour la délivrance des fiches anthropométriques. (2006)
- x (Q ~~F~~ ~~D~~ ~~H~~ ~~F~~ ~~H~~ ~~L~~ ~~R~~ ~~Q~~ ~~D~~ ~~E~~ ~~L~~ ~~H~~ ~~Q~~ ~~L~~ ~~P~~ ~~P~~ ~~R~~ ~~E~~ ~~L~~ ~~O~~ ~~L~~ ~~H~~ ~~U~~ ~~F~~ ~~R~~ ~~P~~ ~~S~~ ~~R~~ ~~V~~ ~~W~~ ~~H~~ ~~U~~ ~~D~~ ~~L~~ ~~Q~~ ~~H~~ ~~O~~ ~~R~~ ~~F~~ ~~D~~ ~~O~~ ~~O~~ ~~H~~ ~~R~~ ~~Q~~ ~~p~~ ~~U~~ ~~D~~ ~~W~~ ~~R~~ ~~Q~~
de la TPI prévue à cet effet se limitera uniquement, pour le terrain, à 5 fois la superficie
du local. (2007)

- x 6RRLVLRQjO%GHVIRQGVFUppVSDU KLHOpLVODMMRSDUFRQMQRQQHMRKVVDQSDV de la personnalité morale et dont la gestion est confiée à des organismes de droit privé ou public lorsque ces fonds ne sont SDVH\$UHVVpPHQWRQpUpVSDUQHGLVSRVLRQGGPUGUH OpLVODM/PSRVLRQHVPDEOLHDQRPGHOHVVRUDQLVPHVHV(2006)DLUHV
- x 5pFWLRQDHO\$PHQHjHQFDQREHUYDWRQSDUOHVHQSULHV DMHWHV\$O\$HW la TVA qui pratiquent des tournées en vue de la vente directe de leurs produits à des patentables. (2005)
- x (ODERUDWRQDLYUHQLHWHUHFRYUHPHQDSUqODERUDWRQHQLYUH HV SURFpJHVLFDOLYUHQLHWHUHFRYUHRHQ consiste en :
 - f la reprise intégrale, à droit constant, des dispositions prévues dans les textes fiscaux en MNUHODMVjO\$O\$OD79\$OHVGVURLWGHQUHLVWHPHQW
 - f le regroupement de l'ensemble des dispositions fiscales relatives à l'assiette et au recouvrement prévues par les textes particuliers,
 - f l'actualisation et l'harmonisation de certaines dispositions fiscales avec la législation et la réglementation en vigueur,
 - f l'introduction de nouvelles dispositions visant la simplification et la modernisation du système fiscal et l'élargissement de l'assiette. (2006)
- x Taxation à la TVA à 20% des recettes provenant des opérations des jeux de hasard, de la ORMLHQDWRQDOHHVSDULPOMEDLQDLHGHOPRQpUDWRQVDQVGURLVGPGRQ (2006)
- x MHWHPHQW\$DQVOHFRQLWRQHURLWRPPQSDUYRLHHUHWQHjOD RUFHHSURELWDFWRQSDURFLDOHHWHYHQDPLOpWUYLYO\$PHW collectivités locales. (2006)
- x Subordination de la déduction de la provision pRKFUpDQFHVGRMHVDMMHGHO\$HW GHOSjO\$QWRGKRRQGQUHFRNVM\$FLDLUHGDQVQGpODLGHPRLVVKDQWHOKGH ODFOMHGHOPHUFLFHDKRVGVXNOODSUREVLRQDppFRQ(2006)
- x Perte de la possibilité de déduction des dotations aux amortissements non comptabilisées DKRVGHOPHUFLFHSDDVpHQMGILQFLMUOHVHQHSULVHVVRKLHVjO\$RJO\$JVH FRQIRUPHUDEOLDWRQVGRUGUHFRPSDEOHHVLFDO\$DUDEQWHVHQHSULVHVTR QRQSDVFRPSDELOLVpOHKRRQV D\$PRUWVHPHQWDXMHG\$HUFLFH comptable déterminé, pouvaient opérer ces déductions à partir du premier exercice qui suit la période normale d'amortissement. (2006)
- x ,QDXDWRQURLWHFRQDWRQLQRSLQpSDUOQLQLWDRQALFde la facturation et de la comptabilité tenue par les contribuables à tout moment et sans préavis. (2007)
- x \$PHQDWRQ SURJUHLVHGHVUpLWHO\$D\$SURILVHVHQHSULHV exportatrices situées dans certaines provinces et pour les industries de transformation situées dans certaines provinces (17,5%) à raison de 2,5 points chaque année entre 2011 et 2015. (2008)
- x 5HQIRUFHPHQWFRQLWRQWOLJLELOLVjODUpFWLRQ\$DQVHVDLQH\$URYLQFHRX SUPiHFWHHPDQLqUHjFHTXHOHDUpLWHQSSOLT\$QWPHHQHSULVHDLWH de travaux réalisés et de ventes de biens et services effectuées exclusivement dans lesdites provinces et préfectures. (2008)
- x ,QHUWRQHODFRQLWRQ\$FFSDWRQHSLDPRLQVTDWHDQHVORFDHJDH exclusif d'habitation dont la superficie couverte et le prix de cession n'excèdent pas, respectivement, 100 m et 20GLUPVHQMGHSRKLUEpQpILFLHUGHOPRQpUDWRQ GHOSV\$SURILWUpDOLVpVHQFDVGH(2008)LRQ

- x Suspension des droits de douane sur le blé tendre et le blé dur de 2011 et du blé dur du 1^{er} janvier au 31 mai 2011. (2011)
- x Réduction de 75% des droits de douane sur les produits agricoles et agro-industriels. (2011)
- x Réduction des droits de douane sur les produits agricoles et agro-industriels. (2011)

4.3. Secteur touristique

- x Baisse du taux de la TVA de 20% à 10% en faveur de la restauration. (2001)
- x Abattements sur le prix de revient servant de base au calcul de la valeur locative au titre de la patente et de la taxe urbaine pour les établissements hôteliers. Les abattements sur le prix de revient des constructions et des aménagements sont modulés en fonction du coût global desdits établissements selon les taux suivants :
 - f 20% : lorsque le prix de revient est inférieur ou égal à 3.000.000 dirhams.
 - f 40% : lorsque le prix de revient est supérieur à 3.000.000 et inférieur ou égal à 6.000.000 dirhams.
 - f 50% : lorsque le prix de revient est supérieur à 6.000.000 et inférieur ou égal à 12.000.000 dirhams.
 - f 60% : lorsque le prix de revient est supérieur à 12.000.000 dirhams. (2003)
- x Exonération des droits de douane sur les produits de propagande en papier invitant le public à visiter le Maroc. Cette exonération est accordée à condition que lesdits imprimés et affiches ne contiennent pas de publicité commerciale. (2005)
- x Réduction des droits de douane sur les produits agricoles et agro-industriels. (2011)

4.4. Secteur financier

- x Encouragement des investissements directs étrangers par la réduction des droits de douane sur les biens d'équipement. (2001)
- x La suppression du taux optionnel de 15% sur les profits des cessions des titres de participation et application du régime de cession des plus-values au taux de 35%. (2001)
- x Réduction des droits de douane sur les produits agricoles et agro-industriels. (2002)
- x Octroi aux investisseurs institutionnels, au titre des plus-values et profits nets résultant du retrait ou de cession durant la période

4.7. Secteur de la pêche maritime

- x)UDQFILVHJURLVHVDHV O¶PSRUDWRQ HVDUEXUDQVFRPEWLEOHVHVDEULILDQW
consommés par les navires et embarcations exploités par les madragues et les fermes
aquacoles. (2002)

4.8. 6HFVXUH O¶DIRUPDWRQ

- x Exonération de O¶PSULPHULHRII BFLDPHOHO O¶DMLWH O¶HUFLFH
(2011)

4.9. Secteur cinématographique

- x Exonération de la TVA des films documentaires ou éducatifs en vue de favoriser le
développement des investissements dans le secteur cinématographique. (2011)
- x Les films cinématographiques et leur distribution ainsi que les recettes brutes provenant
GHVVSHFDFOHVFLQpPDRUDSKTIVRQpPWRKLVjO¶Q¶VULHXHjO¶PSRUDWRQDMLX
GHDMFGURLYpG¶KMRQHQPDMqUHGH79DOLHXHO¶IRQpUDWRQVDQVGURLW
GpG¶KMRQ /DGRSMRQ GH O¶PSRVLMRQ DMLXGH D p¶VDFFRPSDQpH SDU QH
suppression de toutes les taxes parafiscales grevant le secteur. A rappeler que cette
mesure ne concerne pas les films à caractère documentaire et éducatif, pour lesquels
O¶xonération sans droit à déduction a été maintenue. (2012)

5. ,QFLDWRQjO¶SDUJQH H HWO¶Q Y H WHPHQW

- x Réduction du seuil des investissements donnant droit à la conclusion de convention de
500 à 200 millions de dirhams. (2001)
- x RétablissementSRNQHGNpHG¶HDQQpHGHVDFQDWRQVGHVVGURLWG¶IQUHLVWHPHQW
HQ IDML GHV WWHV FRQVMMV GH SURSULpVG¶LPPHKOHV GUHVVPV SDU OHV DGR¶G
"moulkia" ou "istimrar el melk", à savoir :
 - f droit superficiaire de 25 et 50 dirhams par hectare RXUDFMRQ G¶FDUHDOLHXX
droit de mutation de 5% pour les actes de "moulkia" portant sur des immeubles situés
j O¶VULHXH GHV SpULPqWHV MEDLQV HVRQV¶DEOLVVHPHQWVWHTKV GDQV OH FDG
G¶HSURFpG¶KHG¶LPPDWFØDMRQ
 - f droit fixe de 2GLURPVDOLHX&GURLVHP¶MRQGHSRNOHVDFMWG¶ "istimrar
HO PHON p¶DEOLV GDQV OH FDGUH GH OD SURFpG¶H VSpFLDOH G¶MQVLRQ GXUp
G¶LPPDWFØDMRQj OD RQH QRUG &HV PHV¶HV LVHQVHQFRKDHU OHV LQpWHVVPVj
adhérer au régime de l'immatriculation foncière, en vue de les faire bénéficier des
avantages inhérents à ce régime, notamment le financement de leurs projets
d'investissement par les organismes bancaires. (2002)
- x Exonération des intérêts produits par les dépôts des non-résidents effectués en dirhams
RUGLQDLUHVGRQORULLQHVMQGHV(2003)HOS
- x Nouveau Régime fiscal pour le tabac consistant en la diminution du taux de la TIC de 65% à
52% du prix de vente au public et l'introduction de la TVA au taux de 20%. (2003)
- x Exonération de l'IS pour les revenus liés aux activités de la société l' "Agence Spéciale
Tanger-Méditerranée" et de la TVA afférente à ses opérations, ainsi que de tout impôt,
droit ou taxe en relation avec le transfert en sa faveur des biens du domaine privé de
O¶MMQSOHLQHSURSULpVjMMVHUDD(2003)

- FRQVDDQDPKHQMMRQGKDSLDGOGHV30(GRQVHFKIIUHGDIIIDLUHVHVWQIpULHMj millions de dirhams effectuée entre le 1^{er} janvier 2009 et le 31 décembre 2010. (2009)
- x Prorogation pour une durée supplémentaire de 3 années (2010, 2011 et 2012) de la réduction temporaire DMMHGHQ%SDSURILWHVVRFLpWGRQOHVMMHVVRQMQWRGKWHQ bourse. (2010)
 - x Taxation UpGKMGH DMMHGH O%SRK OHV SHMMV HQVHSULVHV TKUpDOLVHQW FKIIUHGDIIIDLUHVKUV79%QIpULHMK%DOjGHGLUKPV (2011)
 - x ERQpUDMRQ DMMHGH O%5 GHV UHMQX HWSURILWpQpUpV GDQV OH FDGUH G%ODQ G%SDUQHLogement 3(/SODIRQQpj GLUKPVGXODQG%SDUQH(GKDMRQ 3((SODIRQQpj GLUKPVHVXODQG%SDUQH HQ FMRQV 3(\$SODIRQQpj 600.000 dirhams. (2011)
 - x 5pGMMRQ G%G%PSRVLMRQ j O%5 GHV UHMQX GH FDSLDMPRELOLHUV GH VRMFH étrangère de 30% à 15%. (2011)
 - x Introduction G%GpODL V%SSOpPHQMLUH SRK EpQpILFLHU GH O%IRQpUDMRQ GH OD 79%HQ plus des délais de 24 mois et de 36 mois en faveur des nouvelles entreprises leur SHUPHMQWG%QDHU GHV GpSHQVHV OLpHV D%SUHPLHUV IUDLV QpFHVVDLUHV j C LQVMOODMRQV ,O V%DLWGpODL V%SSOpPHQMLUH GH PRLV j FRPSMU G%SUHPLHU DFW commercial pour les entreprises qui ne procèdent pas à la construction de leurs unités G%ISORLDMRQ 3RKFHOOHVTKSURFqGHQWOOHV PrPHV jODFRQVMMRQGH OHMVQLW G%ISORLDMRQOHGpODL V%SSOpPHQMLUHHVWH PRLVGDQVODOLPLMGHPRLVHQFDVGH force majeure. (2011)
 - x Prorogation pour une période de deux années (2011 et 2012) des avantages fiscaux accordés aux PME TKUpDOLVHQWFKIIUHGDIIIDLUHV LQIpULHMj PLOOLRQVGHGLUKPV KUV79%WKSURFqGHQWODKHQMMRQGH OHKFDSLMO &HVDDQMHVFRQVLVMQWQ OD UpGMMRQ GH O%5 KMM GH GH O%KHQMMRQ G%FDSLMO H%GHV GURLW G%IQUHLVWHPHQMHVGHGLUKPVDLH%GURLS WRSRUMRQQHOGH(2011)
 - x Exonération GHODMHV%OHVFRQVWVG%V%VDQDFH GHV RSpUDMRQV GH FDSLMDOLVDMRQ étaient soumises au taux de 3,5%. (2011)
 - x Exonération de la TVA des films documentaires ou éducatifs en vue de favoriser le développement des investissements dans le secteur cinématographique. (2012)
 - x Octroi du droit à déduction au gasoil et au kérosène utilisé pour le transport aérien. (2012)
 - x Exonération des entreprises exerçant dans les zones franches, pour les opérations réalisées entre elles ou avec les autres entreprises installées dans les autres zones, GHQ%HQVHO% pendant les 5 premières années. Durant les 20 années suivantes, un IS à 17,5% et un DEDMPHQW GH O%5 VRQWSSOLT%V 3DU DLOOH%V OHV RSpUDMRQV HIIHF%HV j O%QpULHM HWQV OHV RQHV IUDQFKIV VRQWUV FKPS GH OD 7%8%prises EpQpILFLHQW%HHRQpUDMRQGHV GURLWG%IQUHLVWHPHQW%OHVDFTKVLMRQVGHMMU Ceci, sans FRQGLMRQGHFRQVHUMRQGMUUDLQGDQVOD%FM%SHQGDQV%V sociétés actives dans la zone franche du port de Tanger auront encore un sursis de SDLPHQVHO%HQVHO%MXTP%PFHPEUH/IRQpUDMRQHVSURUR%HDLQVL G%QDQ (2012)
 - x Imposition des revenus de capitaux mobiliers de 15% du prix de cession des valeurs mobilières au lieu de 20%. (2012)

aide financière non remboursable et ce au même titre que celui importé en AT et utilisé

- x 5pDPpQDHPHQWVXDUqPHGHO1PSWMOHUHMQRPPHVXW (2007)

Tranches du revenu annuel en dirhams	Taux de l'IR (%)	Somme à déduire
0-24 000	0	0
24 001-30 000	15	3 600
30 001-45 000	25	6 600
45 001-60 000	35	11 100
60 001-120 000	40	14 100
Plus de 120 000	42	16 500

- x Prorogation de la durée du bénéfice des avantages fiscaux accordés aux entreprises qui
 HHUFHQWHKVDFFLW GDQVOHV RQHV)UDQFKVGF(SRUMMRQGH DQVj DQVDSUqV
 DKLU EpQpILFLp GH O1RQpUDMRQ MOOH SHQGDQWHV FLQT SUHPLqUHVSDQQpHV /HV
 DEQMHVFRQVLVMQVDQVOHMDXHDMMHGHO5HCVQVOPEDEMPHQWHDX
 MMHGHO5 (2007)
- x 5pGMRQGMRRUPDOGHO5GHj (2008)
- x 5pGMRQGMGH5DSSOLTpDXHFMMILQDQFLHUGHj (2008)
- x ApplicationSRMOHVRSpUDMRQVGHVFLVLRQjO1QVMUGHFHOOHVGHIXLRQGHVDDQ
 DMMHGHO5UHODMVjODUpDOLVDRQMSOMSUREVLRQVHVJODMMRQGHV
 éléments de stock transférés et insertion de nouvelles mesures fiscales en faveur des
 opérations de fusion et de scission réalisées entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 décembre
 2012. Ces nouvelles mesures se présentent comme suit :
 - f DDOLH5QHLPSRVLMRQLPPpGLDMODSULPHGHIXLRQRGHVFLVLRQSOX
 réalisée par la société absorbante, correspondant à ses titres de participation dans la
 société absorbée (actions ou parts sociales) est exonérée.
 - f EDOLH5GH5DOHPHQWQHSpULRGHPDLPDOHGH DQVO1PSRVLMRQGHVSOX
 DONVQHMMUpDOLVpHVpMO5s éléments amortissables à la société absorbante
 HVpMOpHVXODGpHGpPRUMVPHQWQODGLMVRFLppV
 - f FDOLH5GH5DOHPHQWQHSpULRGHPDLPDOHGH DQVOHVSOMes latentes
 UpDOLVpHVvXODSSRUJODVRFLppVDEVRUEHQWGHparVpation détenus par la
 VRFLppVDEVRUEpHGQVGDMMHV VRFLppV EpQpILFLHQWQJOD VRFLppVDEVRUEDQMG5
 VAVLVG1PSRVLMRQMXTPDFHVVLRQRGHUHUWDLGHFHVMMHV
 - f GDOLH5GH5DOHPHQWQHSpULRGHPDLPDOHGH DQVOHVSOMes latentes rpVDDQW5FQGH
 titres détenus par les personnes physiques ou morales, dans la société absorbée par des
 MMHVGHODVRFLppVDEVRUEDQMEpQpILFLHQWQAVLVG1PSRVLMRQMXTPOHUHUWDLR
 cession ultérieure. (2010)
- x ,QWLRQpUpJLPH ILFDOPURJDRLUHHWPSRUDLUHHQIDYHUXHRSpUDLRQpSSRUW
 du patrimoine des personnes physiques exerçant à titre individuel, en société de fait ou
 dans l'indivision à une société anonyme ou à responsabilité limitée créée à cet effet.
 Ainsi, les personnes physiques susvisées sont exonérées de l'IR au titre de la plus-value

- x Exonération de tous les médicaments anticancéreux et antiviraux (hépatites B & C) de la TVA. (2009)
- x Réduction du nombre de chambres des cités universitaires à construire de 250 à 150 en vue de bénéficier GHVMDpGKVGHO%GHVHO%5 0%). (2009)
- x 3URURDMRQGHODUpGKMRQGHGH%6R%GH%5SR%OHVSURPRM%VLPPRELOLHUV qui construisent 1.500 logements sociaux dans le cadre de conventions conclues avec O%DMQWHOH^{er} janvier 2009 et le 31 décembre 2010. (2009)
- x Déductibilité D%MMHGH O%5GHODUpP%QpUDMRQFRQM%Q%G%P%Q%FHGDQVOHFDGUHG%FRQ%W%V%R%DEDE%SR%O%P%FT%K%V%L%R%Q%G%OR%H%P%H%Q%W%H%V%Q%j%O%P%EL%DMRQ%SUL%Q%FL%SDOH%j%O%L%Q%V%DU%GHV%FU%p%GL%VLPPRELOLHUV(2010)VLT%V
- x Octroi G%L%Q%FL%DMRQV%DX%VL%EL%HQ%D%SR%R%V%LPPRELOLHUV%T%P%O%FT%X%U%H%V%GH%OR%H%P%H%Q%W%V%R%FLD%V%N%OD%Sp%UL%RG%H%V%P%D%O%D%Q%W%Q%W%H%H%V%R%O%H%V%SURPR%M%V%LPPRELOLHUV%L%O%V%P%L%W%H%O%H%V%H%R%Q%P%U%H%U%G%H%O%5%H%V%H%O%5%GHV%G%U%R%L%W%G%I%Q%U%H%L%V%W%P%H%Q%W%H%C%taxe sur le ciment, des taxes au profit des collectivités locales et des droits de FRQ%V%H%U%DMRQ%I%R%Q%FL%q%U%H%SR%O%DFR%Q%V%W%K%R%Q%G%Q%R%P%E%U%H%G%H%O%R%H%P%H%Q%W%V%R%FLD%G%H%DX%lieu de 1.500 et pour une valeur immobilière totale de 250.000 dirhams au lieu de 200.000 dirhams. Du côté des acquéreurs, ils seront encouragés à travers une aide sous forme de restitution de la TVA sur le logement social principal acquis dans ce cadre. Cette mesure prend effet à partir du 1^{er} janvier 2010. (2010)
- x (R%Q%P%UDMRQ%G%K%U%R%L%W%I%P%SR%U%DMRQ%GHV%SUR%G%K%W%D%O%L%P%H%Q%W%L%U%H%V%K%O%L%V%p%V%G%D%Q%V%O%H%U%p%L%P%H%V%gluten au lieu de la soumission au taux de 49%. (2011)
- x ProrogationM%X%T%P%K%P%F%H%P%E%U%H%G%H%O%I%R%Q%P%UDMRQ%D%MMH%GH%O%5%GH%O%L%Q%G%H%P%Q%L%W%de stage mensuelle brute plafonnée à 6.000 dirhams versée au stagiaire, lauréat de O%I%Q%V%H%L%Q%H%P%H%Q%W%Sp%U%L%H%R%K%H%O%D%I%R%U%P%DMRQ%S%U%R%I%H%V%L%R%Q%Q%H%O%O%H%H%W%F%U%P%S%DU%O%H%V%H%Q%W%du secteur privé. (2011)
- x Prorogation j%GH%O%I%R%Q%P%UDMRQ%GH%OD%7%9%D%MMH%GH%V%R%Sp%UDMRQ%V%H%I%I%F%P%V%S%DU%O%H%V%associations de micro-crédit. (2011)
- x Assujettissement GHV%MMH%V%FR%Q%V%MM%V%G%H%S%U%R%S%U%L%p%V%G%I%P%P%H%K%O%H%V%p%DE%O%L%V%S%DU%O%H%V%D%G%R%V%H%denommés « Moulkia ou istimrar al Melk D%MM%P%G%K%W%I%Q%U%H%L%V%W%P%H%Q%W%H%D%L%H%GH%HQ%M%GH%O%I%Q%FR%K%D%H%P%H%Q%W%H%V%S%U%R%S%U%L%p%L%U%H%V%H%V%O%X%SD%U%F%L%q%U%H%P%H%Q%W%H%V%SH%W%agriculteurs à établir leurs titres constitutifs de propriété. (2011)
- x Exonération des droits de timbUHD%MMH%GH%OD%G%p%O%L%M%D%Q%F%H%H%O%H%I%M%Q%V%L%R%Q%G%H%D%O%L%G%L%P%GH%V%passports des enfants des RME qui ne dépassent pas 18 ans. (2011)
- x Rétablissement des dispositions relatives aux avantages fiscaux octroyés aux promoteurs immobiliers qui construisent des campuV%F%L%W%H%W%p%V%L%G%H%Q%F%H%V%Q%L%M%U%V%L%L%U%H%V%D%MMH%GH%O%5%GH%O%5%GH%OD%7%9%H%V%H%V%G%U%R%L%W%G%I%Q%U%H%L%V%W%P%H%Q%W%H%V%U%p%G%K%R%Q%G%Q%R%P%E%U%H%H%L%p%GH%chambres à construire à 50 chambres. (2011)
- x Prorogation GH%OD%G%K%P%H%G%I%R%Q%P%UDMRQ%D%FR%U%G%P%H%HQ%P%D%q%U%H%GH%7%9%D%P%R%S%ps réalisées par les associations de micro-crédit. (2012)
- x (R%Q%P%UDMRQ%GH%OD%7%9%D%MF%G%U%R%L%W%G%P%G%K%R%Q%j%O%L%Q%V%L%H%H%V%O%I%P%SR%U%DMRQ%SR%M%l'acquisition des biens, matériels et marchandises accordée à la fondation Mohammed VI pour la promotion deV°MHV%V%R%FLD%O%H%V%GHV%SU%p%SR%V%p%V%U%H%O%L%L%H%K%O%L%H%G%H%O%I%R%Q%P%UDMRQ%sans droit à déduction. (2012)
- x Suppression GH%OD%I%R%U%P%D%O%L%P%G%I%R%Q%P%UDMRQ%GH%OD%7%9%V%K%O%H%V%D%SS%DU%H%L%O%O%D%H%V%GH%V%Q%P%V%D%personnes à besoins spécifiques. (2012)

